

De la reproduction idéologique à l'autonomie (une perspective pragmatique)

Odile Camus

► **To cite this version:**

Odile Camus. De la reproduction idéologique à l'autonomie (une perspective pragmatique). Lucy Bagnat. Constructions identitaires et dynamiques politiques, Peter Lang, pp.219-236, 2003, 90-5201-199-0. hal-02527098

HAL Id: hal-02527098

<https://hal-normandie-univ.archives-ouvertes.fr/hal-02527098>

Submitted on 31 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De la reproduction idéologique à l'autonomie (une perspective pragmatique)

Odile CAMUS

PRIS – Université de Rouen – 76821 Mont-Saint-Aignan Cedex

odile.camus@epeire.univ-rouen.fr

Introduction

La pensée commune, dont il sera question ici, peut être définie comme cadre socio-cognitif à partir duquel nous percevons et expliquons les événements. Cette définition suppose que les schémas, scripts, modèles, théories implicites, etc..., qui pré-structurent notre connaissance et notre représentation du monde, forment un ensemble cohérent. « Socio-cognitif » réfère à l'interdépendance entre structures cognitives et structures sociales. L'identification de cet objet, que je dénommerai « épistémo-idéo-logie dominante » (désigné dans la suite par l'abréviation EID), repose sur la synthèse de sources théoriques variées.

A. Fondements théoriques du concept d'épistémo-idéo-logie dominante.

Une première source théorique est issue de la psychologie sociale, qui depuis une vingtaine d'années (Beauvois 1984) étudie la pensée commune sous l'angle de l'activité quotidienne d'explication des conduites, ce dans une épistémologie de la rupture : la connaissance commune est conçue comme de nature différente de la connaissance scientifique, en ce qu'elle est fondamentalement évaluative et s'inscrit dans des finalités d'ordre utilitaires. Ainsi la « psychologie quotidienne », fondement et support du libéralisme, a pour fonction implicite la reproduction idéologique (1). [1. La reproduction idéologique est notamment illustrée par la théorie de la rationalisation (dont les fondements ont été posés en 1981 par Beauvois et Joule et qui depuis a généré un important champ de recherches expérimentales), montrant « comment amener les gens à faire librement ce qu'ils doivent faire »]. Cela étant dans cette optique, si un système idéologique global est désigné, en l'occurrence le libéralisme (voir par exemple (voir par exemple Dubois 1994), il n'est pas étudié en tant que tel.

De par ses options épistémologiques et méthodologiques, la science n'est certes pas le lieu le mieux choisi pour fonder conceptuellement l'unification d'un vaste ensemble de phénomènes. C'est pourquoi la deuxième source théorique est issue de la philosophie, avec le concept d'« épistémè » défini par Foucault (1966) : « ordre sur fond duquel nous pensons » et qui change entièrement d'une époque à l'autre, ou encore « réseau archéologique » qui sous-tend l'organisation du savoir à une époque donnée, l'épistémè s'appréhende « en remontant, comme à contre-courant, le langage tel qu'il était parlé, les êtres naturels tels qu'ils étaient perçus et rassemblés, les échanges tels qu'ils étaient pratiqués » (p.13). Certes, l'accès aux « coordonnées du savoir » définissant notre propre épistémè est un exercice différent de celui qui rend compte des épistémès d'autrefois (ou d'ailleurs). Ce concept est néanmoins intéressant en ce qu'il met l'accent sur la structure de la pensée. Dans une relecture socio-cognitive, il invite à concevoir les produits de la cognition humaine comme façonnant en retour le système qui les produit ; la genèse d'alternatives socio-cognitives suppose alors une véritable rupture épistémique, nécessaire en premier lieu pour percevoir la contingence de ce processus circulaire. Ce qui n'est somme toute qu'une manière de réaffirmer la nature fondamentalement sociale de la cognition humaine, soit l'ajustement réciproque entre structures cognitives et structures sociales, la cognition étant conçue comme système évolutif (et il n'est peut-être pas inutile de rappeler que l'évolution, dans l'optique darwinienne, n'est pas finalisée, donc non nécessairement orientée vers un mieux. Voir par exemple Jacob 1970 :190sq.) Par ailleurs ce concept permet d'envisager les rapports entre science et pensée commune autrement que sous le seul angle de la continuité versus rupture entre ces deux formes de connaissance (l'examen de ce qui de fait relie connaissance commune et science

n'étant pas incompatible avec l'adoption d'une épistémologie de la rupture). En effet ce concept présuppose une unité, une cohérence, dans l'ensemble des savoirs d'une époque.

Je ne débattrai pas ici de la nature de cette cohérence ; la présente perspective, laquelle n'impose pas nécessairement de souscrire à l'option structuraliste, inviterait certes à considérer que la matière de l'épistémè est idéologique (sans pour autant supposer que toutes les épistémès sont comparables sur ce point). Il me paraît préférable de compléter ce support théorique par une troisième source : le concept d' « épistémologie-idéologie », proposé par Doise, qui désigne la conception commune de ce qu'est la science. Doise fait intervenir ce concept, dans une perspective d'intégration d'un niveau idéologique dans l'explication psycho-sociale, pour rendre compte de la convergence des réponses des sujets dans l'expérience de Shérif qui établissait le phénomène de normalisation : les sujets, face à un « expérimentateur qui représente une institution scientifique », ont pour tâche « d'aider à établir la vérité concernant un phénomène. Or la conception générale d'une vérité scientifique telle que l'institution scolaire la véhicule implique l'établissement d'un consensus. » (Doise 1982 :94). Par delà la situation particulière traitée par Doise, on peut poser que c'est une certaine conception de la science qui conditionne, dans notre épistémè, le rapport des individus au réel (et fondamentalement leur conceptualisation du réel) ; auquel cas l'objet défini ici relève bien de l'épistémologie-idéologie.

L'EID, objet complexe, renvoie donc à une catégorie de phénomènes dont la cohérence interne n'est pas empiriquement donnée, mais demande à être rationnellement construite. La présente analyse vise à circonscrire cet objet, et simultanément à fonder le cadre de son étude, en l'occurrence une pragmatique psycho-sociale de la reproduction et du changement idéologiques.

B. Pragmatique psycho-sociale de la reproduction et du changement idéologiques.

La pragmatique psycho-sociale (PPS) a été définie par Chabrol (1994) ; elle « se propose (...) d'explicitier les principes, règles, procédures, conventions, normes et stratégies cognitives, sociales et langagières qui sous-tendent la « compétence communicative » des acteurs sociaux, producteurs et interprétants des échanges quotidiens, constitutifs de la « réalité sociale » (p.8). L'unification théorique de l'ensemble de phénomènes (« principes, etc. ») que la PPS vise à « expliciter », phénomènes qui seraient l'expression de l'EID, permet de concevoir cette perspective comme intégrative de diverses orientations de la psychologie politique contemporaine. Je retiendrai notamment, de l'analyse de ces orientations que propose Dorna (1998:9sq.), l'orientation majoritaire en psychologie sociale, conférant une place privilégiée « à l'univers symbolique de l'inter-subjectivité », aux « actes d'échanges discursifs », à la « co-construction de la réalité ». Mais cette première orientation peut être avantageusement conjuguée à la deuxième, qui « affirme que la psychologie politique concerne les explications idéologiques. (...) Elle postule un système rationnel de références, sous la forme de croyances, attitudes et représentations organisées ». Une troisième orientation enfin, des cinq que distingue l'auteur, trouve également ici sa pertinence, celle des rapports entre le politique et la psychologie, rapports « inéluctablement politiques ».

De ce point de vue, il convient d'éviter le leurre de la neutralité scientifique, ce qui me semble-t-il nécessite *a minima* l'explicitation du principe éthique guidant la présente réflexion : ce principe pose comme souhaitable l'autonomie des individus et des sociétés (2). [2. Les récents Etats Généraux de la Psychologie ont d'ailleurs souligné le fait que « Les conditions humaines de la vie sociale deviennent de plus en plus âpres (...). Dans ces conditions, l'exigence du respect de la personne humaine et de sa dimension psychologique devient une action s'inscrivant dans la droite ligne des Droits de l'Homme et du Citoyen dans laquelle les psychologues sont amenés à jouer un rôle majeur. » J.-F. Camus, *Rapport de synthèse sur la situation des psychologues et de la psychologie*, Mars 2001, pp.6-7.] En tant que principe, cet énoncé ne dit évidemment rien de ce qu'il en est objectivement de l'autonomie.

Mais son énonciation permet une relative distance d'avec l'option strictement déterministe de la psychologie sociale expérimentale, dont le sujet, reproducteur passif de l'idéologie dominante, est déterminé par un environnement social qu'il est au mieux dans l'illusion de contrôler ; c'est pourquoi avec un régime libéral, on obtient des individus les mêmes conduites (soit : la même soumission à un ordre social qui se faisant se reproduit à l'identique) qu'avec un régime autocratique, à ceci près que les individus croient agir en toute liberté (Cf. Beauvois & Joule 1981. Par ex. : faire participer les employés à la prise de décision, dans les entreprises, ne change rien à la nature des décisions prises). Dans cette perspective, la réalité sociale est sous le seul contrôle des individus ou groupes en position de pouvoir, le rapport des gens à ces instances de pouvoir étant celui d'une soumission librement consentie.

Le déterminisme n'est d'ailleurs pas le cadre épistémologique convenant à la PPS – pas davantage que celui d'une psychologie longtemps qualifiée d' « humaniste », présupposant l'autonomie des individus. Le concept de contrat de communication, tel que Ghiglione en particulier l'a défini (initialement dans Ghiglione & Al. 1986), positionne en effet clairement la psychologie sociale du langage dans une épistémologie constructiviste, puisqu'il rend compte simultanément du déterminisme qu'exercent les caractéristiques des situations de communication (buts et enjeux de la rencontre, statut des partenaires) sur la structure et le contenu des échanges, et des négociations entre les partenaires par lesquelles se co-construit la définition de la situation, négociations portant notamment sur les positions de chacun dans l'échange (voir aussi Camus 1999). Ce concept restaure donc les acteurs sociaux dans leur potentialité de sujets agissant, tout en intégrant les contraintes s'exerçant sur leurs conduites, et en cela il devrait permettre à la psychologie de s'extraire d'un vieux débat dont Ghiglione rappelait encore, en 1999, que plus d'un siècle d'existence n'avait pas permis de dépasser.

Dans cette perspective, j'envisagerai les interactions langagières en tant que véhicule de l'EID, donc lieu de reproduction passive de l'idéologie dominante, en même temps que lieu où se construit la réalité sociale, donc de potentielle remise en cause de l'ordre social. La présente réflexion sera appuyée de divers exemples empiriques (pour la plupart, des résultats scientifiques non attendus dans le cadre pour lequel ils avaient été initialement produits), illustrant comment les fondements implicites de la signification, sur lesquels s'appuie la cohérence textuelle, sont autant de traces de l'EID (3), [3. Je précise, pour le lecteur néophyte, que les pratiques langagières sont sous-tendues par des contraintes socio-cognitives (conventions, normes, scripts...) permettant l'intercompréhension, la signification étant une construction inférentielle reposant sur une matière en grande partie implicite. Voir par ex. Camus 1999] laquelle est à concevoir comme mode privilégié de traitement de l'information, plutôt que comme ensemble de contenus idéologiques.

I. L'attribution automatique de signification et l'illusion de compréhension.

Une première série de constats est relative à la production et à la compréhension textuelles.

A. Exemple 1 : mémorisation et compréhension d'un discours politique.

Dans le cadre d'une recherche expérimentale (Chabrol & Camus 1994), on avait demandé à des sujets de lire attentivement un texte, en l'occurrence un discours politique de F. Mitterrand (alors président de la République dans un gouvernement de cohabitation). Les sujets étaient ensuite soumis à une tâche de rappel, puis de compréhension (estimation, dans une liste de propositions, de celles correspondant à des phrases du textes, à des déductions, ou à des interprétations.) Le discours constituait une mise en garde adressée au gouvernement et à la majorité (de droite) à propos de la procédure peu démocratique suivie lors de la révision de la loi Falloux au Parlement. On avait manipulé le discours originel pour en produire 4 versions au contenu identique, mais variant quant au marquage de l'argumentation, d'une

part, à l'expressivité d'autre part. Les 160 sujets, distribués dans quatre conditions expérimentales, avaient été sélectionnés dans une population plus vaste pour s'être déclarés informés d'une part, concernés d'autre part, par la révision de la loi Falloux.

Je ne rappellerai pas ici les effets des variables manipulées, mais simplement un résultat global : 39% des sujets, toutes conditions expérimentales confondues, n'ont pas compris le texte (4). [4. Le lecteur familier de la psycholinguistique textuelle pourra être étonné de l'ampleur du phénomène ; mais la psycholinguistique a travaillé longtemps quasi exclusivement sur des textes narratifs, d'une part, et d'autre part, avec le parti pris suivant lequel la non compréhension ne pouvait rien nous apprendre de la compréhension, donc en éliminant les protocoles des « mauvais comprenants », la proportion de ces derniers ne figurant généralement pas dans les publications.] En fait, les restitutions d'un texte incohérent et confus ne rendent compte que de 6% du total ; les 33% restant ne traduisent donc pas à strictement parler, une incompréhension : ces textes sont cohérents ; mais les sujets ont produit un contre-sens fondamental, inversant les rôles des protagonistes. Le discours original décrit un processus d'agression : la majorité, le gouvernement, les promoteurs de la révision (certes plutôt effacés de la surface textuelle au profit de tournures impersonnelles, comme il se doit dans le débat politique où l'on évite de faire perdre la face à l'adversaire), tenant le rôle de l'agresseur, et l'opposition, associée aux opposants à la révision, tenant le rôle de la victime. L'inversion des rôles observée dans les restitutions n'est probablement pas sans rapport avec la situation de cohabitation ; les sujets auraient alors simplement actualisé un présupposé commun, du type : un Président de la République est nécessairement de la majorité ; mais la cohabitation n'explique pas tout. Plus globalement, ce résultat témoigne de la mobilisation d'une association conceptuelle entre « s'opposer » et « agresser », laquelle a généré une représentation globale du texte qu'aucun traitement propositionnel local n'est venu démentir, en dépit de la non équivocité de la surface textuelle ; on rencontre ainsi, dans ces restitutions, des énoncés tels que : « Il est inadmissible à l'heure actuelle de se rebeller face à une loi », ou « Ceux qui n'étaient pas d'accord ont fait part de très peu de civisme », ou encore « Il est regrettable que ceux qui étaient contre la réforme n'aient pas pris le temps de réfléchir aux problèmes que cela posait. »

Cela dit, les sujets n'ont peut-être pas pour habitude de mobiliser délibérément leurs ressources attentionnelles face à un discours médiatique. D'où les exemples suivants, relatifs à des corpus supposés produits avec davantage de vigilance.

B. Exemple 2 : Commentaire d'un texte historique.

Dans le cadre d'un enseignement de psychologie de première année, il a été demandé aux étudiants de situer un texte sans auteur ni date dans l'histoire de la pensée. Dans le texte proposé, on lisait notamment : « Nous sommes de grands fols : « Il a passé sa vie en oisiveté », disons-nous : « Je n'ai rien fait d'aujourd'hui ». Quoi ! avez-vous pas vécu ? c'est non seulement la fondamentale, mais la plus illustre de vos occupations (...). Avez-vous su méditer et manier votre vie ? vous avez fait la plus grande besogne de toutes. (...) Notre grand et glorieux chef-d'œuvre, c'est vivre à propos. » (Montaigne, 1580, *Essais* III 13). La plupart des étudiants ont en partie inféré correctement l'intention du locuteur, en tant qu'invitation au *Carpe diem* ; mais la valeur pragmatique de la séquence dans laquelle s'insère le discours rapporté (« disons-nous ») a régulièrement fait l'objet d'un contre-sens, les étudiants inférant que Montaigne condamne l'oisiveté. Ce contre-sens ne peut être compris qu'en considérant la valeur sociale attachée aujourd'hui au *Carpe diem*, valeur en déterminant la signification et qu'illustre notamment le contexte le plus fréquent dans lequel se rencontre ce type de message : la publicité ; « profiter de la vie, de l'instant », dans ce contexte, en tant qu'incitation à la consommation, ne peut qu'être associé à l'« activité » – les loisirs même se définissant comme temps à « occuper ».

Enfin, c'est l'incapacité de resituer les idées dans leur contexte historique, soit de les concevoir comme « produits cognitifs socialement déterminés » (Dorna *op.cit.* : 4), incapacité générée par l'attribution automatique d'une signification particulière, qu'illustre cet exemple, l'exercice proposé requérant une « ethnodécentration cognitive ».

C. Exemple 3 : apparentes incohérences dans les copies d'étudiants

Tout enseignant de premier cycle a l'expérience des copies incohérentes, dont la proportion varie souvent entre 20 et 30%. Mais à y regarder de près, ces textes sont cohérents, moyennant un travail inférentiel adapté : la cohérence en effet y repose sur des présupposés communs. Sont présupposées « toutes les informations qui, sans être ouvertement posées (i.e. sans constituer en principe le véritable objet du message à transmettre), sont cependant automatiquement entraînées par la formulation de l'énoncé, dans lequel elles se trouvent intrinsèquement inscrites, quelle que soit la spécificité du cadre énonciatif » (Kerbrat-Orecchioni, 1986 :25)

Et ce, même lorsque les étudiants ont préalablement reçu une information qui aurait dû remettre en cause ces présupposés. C'est ainsi qu'à l'issue d'un cours exposant la psychosociologie de la rationalisation (Cf. Beauvois & Joule, *op.cit.*), on a demandé, en examen, de prédire et d'expliquer les résultats d'une expérience sur le modèle de celles dans lesquelles on génère de la dissonance cognitive, que les sujets réduisent par rationalisation du comportement, soit en changeant d'attitude. La cohérence dans les plus mauvaises copies (c'est-à-dire celles ne comportant que fort peu de connaissances issues du cours) n'est pas apparue problématique, la psychologie commune fournissant un cadre explicatif immédiatement doté de signification. Mais de nombreuses incohérences locales sont apparues dans les copies des étudiants ayant tenté d'organiser leur texte en prenant appui sur des connaissances mal maîtrisées, incohérences que la construction d'inférences communes rétablit. Par exemple : « Les sujets accepteront la tâche. La motivation des sujets vient de l'attitude de l'expérimentateur. » : ce qui justifie la juxtaposition entre ces deux propositions, c'est le présupposé suivant lequel « accepter la tâche » suppose « être motivé à la faire », présupposé que la théorie exposée en cours remettait précisément en question. Ou encore : « Les sujets ne pourront pas changer le fait que l'expérimentateur est froid ; ceci étant ils seront tout de même soumis à ce fait donc contraints... » ; on aurait attendu ici une implication entre « ne pas pouvoir changer ce fait » et « y être soumis », et non une opposition (« tout de même ») ; celle-ci traduit le présupposé suivant lequel l'impuissance implique l'insoumission. Ces textes ont été utilisés dans le cadre d'une recherche expérimentale (la variable indépendante, invoquée, étant la connaissance de la théorie, opérationnalisée via le nombre d'unités de contenu issues du cours), recherche à l'issue de laquelle on a pu conclure à l'infalsifiabilité (au sens popperien) du modèle explicatif que constitue la psychologie commune (Camus 2000).

C. Le traitement textuel comme processus automatique

Si la frontière entre processus cognitifs automatiques et contrôlés n'est pas toujours aisée à établir (car il y a différents degrés d'automatisme), les auteurs s'accordent néanmoins sur quelques critères définissant les premiers : ils sont involontaires, non intentionnels, non conscients, et n'affectent pas les ressources attentionnelles (voir par ex. Camus 1996 ; Yzerbit 1997). Que des automatismes soient à l'œuvre dans une activité aussi complexe que le traitement textuel, c'est heureux, car ils sont somme toute une condition de possibilité de cette activité. Mais que ce traitement semble échapper quasi totalement au contrôle conscient est peut-être moins heureux. L'illusion de compréhension qu'illustrent les exemples précédents repose sur une certaine représentation de ce qu'est comprendre, assimilant cette fonction au savoir, au fait de disposer de l'information, plutôt qu'au raisonnement. C'est ainsi que le travail de

constitution de la cohérence est ignoré, la cohérence étant pensée comme donnée externe au sujet. Je définirai la pseudo-compréhension comme simple assimilation de contenus informatifs parcellaires et sélectionnés automatiquement à un schéma stéréotypé, ce processus étant à strictement parler passif.

Bien entendu, dans la présente perspective, les automatismes sont en fait socio-cognitifs, en ce qu'ils dépendent de structures cognitives socialement construites. Ce pourquoi je les considère comme rouages de la reproduction idéologique. L'allègement de la charge mentale qu'ils permettent n'est certes pas à négliger, d'autant qu'elle paraît très adaptée aux exigences du monde actuel, liées en particulièrement aux technologies de l'information (par exemple, il va de soi qu'une navigation efficace sur Internet suppose une sélection très rapide d'informations.) L'être humain n'a jamais été exposé à autant de messages qu'actuellement, ce à un rythme qui ne cesse de croître ; que l'on songe simplement à la structure des spots publicitaires, qui construisent en quelques secondes de véritables narrations, obéissant « aux lois du récit linéaire conventionnel, avec un début, un milieu et une fin (...) » (Ramonet, 2000 :13), avec des plans extrêmement brefs, et un langage « concentré, dynamique, direct, sans coordinations ni subordinations », qui finit par imprégner « celui du cinéma de long-métrage » (p.54) - le nombre de plans/seconde dans ce dernier ayant considérablement augmenté ces dernières années. La densité de notre environnement informationnel, soit la multiplication des attracteurs cognitifs, conduit d'ailleurs, dans certains milieux professionnels où s'accumulent les piles de papier, de fichiers, de e-mails, à une saturation appelée COS : Cognitive Overflow Syndrome (syndrome de débordement cognitif) (voir Lahlou S., 2000). Mais l'accroissement de l'automatisation du traitement de l'information ne rend compte que du versant « assimilation » de ce que serait l'adaptation au sens piagétien. Ne serait-il pas plus juste, en l'occurrence, de considérer qu'il s'agit plutôt d'un conditionnement ? Certains auteurs considèrent d'ailleurs que la dite adaptation aux nouvelles technologies relève de la contrainte, comme par exemple Mandosio (2000 :114) : « ... l'adaptation de notre société à la néotechnologie est le fruit d'un conditionnement... » (l'auteur définit l' « utopie néotechnologique » (p.10) comme système économique et technique, et l'idéologie qui l'a généré et le perpétue), conditionnement s'apparentant finalement à de la soumission librement consentie : (p.13) « ... l'expansion continue de (la néotechnologie)... passe par l'exercice d'une véritable *contrainte*, même si cette contrainte ne prend pas nécessairement la forme d'une obligation impérative : la *pression sociale* aboutit au même résultat avec autant d'efficacité, tout en paraissant respecter davantage la liberté de choix des individus. »

II. Langage et autonomie

A. L'abdication idéologique

La reproduction passive de l'idéologie dominante, opérant *via* l'automatisation du traitement de l'information, est une forme de soumission, si l'on accepte de définir celle-ci comme l'acceptation inconditionnelle et non raisonnée d'une norme dominante (i.e. : norme dont la fonction est le maintien de la hiérarchie sociale.). Même s'il n'est pas question ici d'autorité et d'obéissance, la soumission dont il est question a pour résultat, comme la soumission à l'autorité étudiée par Milgram, l' « abdication idéologique » (1974 :181) (5) [5. Ce que Milgram désigne ainsi est l'une des caractéristiques de l'état agentique, caractéristique rendant compte du fait que le sujet accepte « les définitions de l'action fournies par l'autorité légitime » (*op.cit.* :181)], en vertu de laquelle un individu soumis renonce à toute participation active à la construction de la signification de ses actions propres et des situations dans lesquelles elles s'insèrent.

Cette reproduction passive opère notamment *via* le langage – et en premier lieu les choix lexicaux (voir Camus 1999 : 273sq). Mais la communication pourrait tout aussi bien être lieu de production idéologique. Une condition néanmoins paraît nécessaire – peut-être aussi suffisante – pour qu’il en soit ainsi : c’est l’altérité, en tant que confrontation normative, donc moyen de susciter une production active de normes alternatives – ce qui définirait littéralement l’autonomie. L’uniformité culturelle en revanche implique l’hégémonie idéologique. En effet, quels repères une culture mondialisée pourrait-elle trouver pour se percevoir comme culture ? Bref, en l’absence d’altérité, la culture se prend inévitablement pour « la nature ».

Dans une recherche de terrain visant à l’origine à mettre en rapport les scores de candidats au recrutement sur une échelle dite de « désirabilité » (intégrée à un questionnaire de personnalité), et leurs réponses, en entretien, à un questionnement personologique non conforme (Camus & Terrade 1999), nous avons constaté à quel point toute remise en cause des normes dominantes pouvait être tout simplement impensable. On aurait attendu au contraire que dans une telle situation, comportant un enjeu substantiel, les candidats, fortement motivés donc à identifier normes et valeurs pertinentes pour se mettre en valeur, soient à même de concevoir des références normatives alternatives, ou du moins de suspendre momentanément son adhésion tacite aux normes et valeurs dominantes. En effet le questionnement personologique auquel ces candidats ont été soumis avait été construit sur des présupposés contre-normatifs : les questions présupposaient la non désirabilité d’un comportement qui en est habituellement doté, en même temps que la désirabilité d’un comportement qui n’en est pas habituellement doté, construisant ainsi discursivement un cadre normatif alternatif. Par exemple : « Avez-vous du mal à vous empêcher de communiquer ? ». Or, ce cadre normatif alternatif n’a pas toujours été perçu par les candidats, dont les réponses révélaient alors la restauration implicite d’un présupposé conforme au cadre dominant, comme par exemple : « Non. Pas du tout. Si on me parle je parle aux gens. Pas de problème. ». Ou encore, à la question : « Quand vous faites quelque chose, est-ce que vous vous efforcez de prendre votre temps ? » : « Ah je comprends pas très bien la question ; de prendre mon temps pour retarder une production ou... ? » La reformulation erronée de la question fait apparaître une traduction implicite dans le cadre dominant (« prendre son temps » ne peut dans ce cadre qu’être doté d’une valeur négative, d’où la substitution « retarder »). Dans ce dernier exemple cependant, le commentaire de la question posée introduit un niveau métacommunicationnel, ouverture potentielle vers une négociation effective des références normatives.

B. Autonomie et métacommunication

L’autonomie, pour Castoriadis, est la « capacité d’une société ou d’un individu d’agir *délibérément et explicitement* pour modifier sa loi, c’est-à-dire sa forme. » (c’est moi qui souligne), ou encore, le « mouvement d’une pensée qui n’admet d’autorité autre que sa propre pensée. » ; une société autonome est donc une société autoréflexive, « une société qui s’auto-institue explicitement et lucidement » (1997 :69). Une telle société suppose évidemment des individus autonomes. L’émergence de l’autonomie suppose que la « signification instituée », l’« invisible immanent de l’institution » (Castoriadis, 1975), qui se présente sous le mode d’une validité de fait, vient à être explicitée – auquel cas s’offre la possibilité de lui conférer une légitimité de droit.

Or, dans une relecture psycho-socio-pragmatique de ce concept (6) [6. La pragmatique, qui a profondément modifié les sciences du langage à partir des années 70, n’a pas à ma connaissance fait l’objet d’une réflexion chez Castoriadis – dont la pensée philosophique et psychanalytique intègre pourtant une sémantique.], les interactions langagières peuvent être lieu privilégié d’exercice, donc de genèse, de l’autonomie, dans la mesure où elles s’inscrivent dans un certain contrat de

communication (Cf. introduction), lequel est, par définition, négociable. Négocier le contrat, c'est (re)définir le cadre dans lequel nous communiquons, i.e. : dans lequel nous nous construisons, et dans lequel se génère la réalité sociale. Lorsque cette négociation s'explicité *via* la métacommunication, les partenaires de l'échange accèdent alors aux implicites qui sous-tendaient leur intercompréhension supposée.

Un exemple simple illustre cette fonction de la métacommunication. L'animateur de radio Pierre Bouteiller, présentant pour la dernière fois l'émission *Comme de bien entendu* (France Musiques, le 4/04/99), et après avoir annoncé son invité (en l'occurrence le compositeur et chef d'orchestre Pierre Boulez), a introduit l'émission en disant à ce dernier : « Je vous rappelle les règles de cette émission – d'ailleurs *il n'y a pas de règles, il n'y a que des habitudes.* ». Ce commentaire métacommunicatif montre qu'il peut suffire d'énoncer les termes du contrat pour faire apparaître le caractère relatif, contingent, des contraintes qu'il exerce. Certes, le locuteur s'adressait ici à une personnalité suffisamment prestigieuse pour lui conférer un pouvoir de définition normative de la situation.

Susciter chez autrui cette activité métacommunicative - l'inciter à s'interroger sur la définition de la situation, et notamment sur son rôle attendu – est, dans cette perspective, susceptible de favoriser l'exercice de l'autonomie, y compris dans des situations *a priori* fortement contraignantes, comme le sont pour l'évalué les situations d'évaluation. C'est dans cette optique que j'ai soumis à des étudiants de maîtrise, à l'issue d'un cours sur la communication, le sujet d'examen suivant : « Sujet libre ». Les contraintes contractuelles, issues des caractéristiques de la situation, sont ici minimales : il est attendu que l'étudiant produise un texte permettant d'évaluer le profit qu'il a pu tirer du cours, les critères mêmes de l'évaluation pouvant être plus ou moins co-définis. Or, les copies se sont révélées majoritairement conformes au modèle dominant de la copie d'examen (énoncé d'un sujet de cours en tête de la copie, énonciation délocutive – effacement des partenaires de l'échange -, structure argumentative formellement très marquée, etc...). La situation elle-même, en dépit de son caractère manifestement déroutant, n'a que rarement été posée comme objet à analyser, alors même qu'on ne pouvait mieux illustrer l'intégration des connaissances vues en cours. Certaines d'entre ces copies présentent néanmoins, de façon ponctuelle et généralement en introduction, quelques éléments de négociation explicite du contrat ; par exemple, après une introduction caractérisée énonciativement par des comportements élocutifs et se concluant par : « ... donc sujet libre signifie peut-être que *je peux parler* de tout et de rien... », l'étudiant débute aussitôt un développement sur un délocutif d'obligation : « *Il faut* comprendre que... », modalité qui restera dominante dans la suite de l'exposé. Enfin, des 10% d'étudiants ayant commenté la situation, l'un opère une véritable négociation des rôles, ce qui suppose la restauration d'un espace dialogique : « Ici la situation est monologique, l'acte de parole que *vous* réalisez est co-construit, certes (...), par le fait même que *je suis en train de répondre* (...); mais il faudrait une rétroaction de *votre part* (...). *Je* ne peux pas ajuster au coup par coup *ma production* en fonction de *vos réactions* (...). Finalement, puisque *j'ai écrit ces lignes* je dois bien avoir saisi une intention... ».

Comprendre ce qu'attend l'évaluateur (soit : son intention de communication), c'est toujours, quelque soit l'épreuve, ce qui permet une évaluation positive. Simplement ici, cette nécessité est mise au grand jour : la subjectivité de l'évaluateur, soit : le fait que son propos soit un discours produit par un sujet en situation de communication, devient paramètre identifié de la situation. La négociation explicite, parce qu'elle restaure les partenaires de l'échange dans leur épaisseur subjective, montre que le cadre, et au-delà : l'environnement social dans lequel il s'inscrit, est humainement construit. J'ai appelé ce processus (voir Camus, à paraître) : la dénaturalisation, et je l'ai défini comme processus par lequel est rendu manifeste le caractère contingent des valeurs et normes pré-structurant les jugements. Il n'en

reste pas moins qu'ici, pour la plus grande majorité des sujets, c'est une soumission au cadre normatif dominant qui est observé (en dépit du non conformisme de la prise de rôle de l'évaluateur), soumission d'où résulte un discours excluant ses propres conditions de production, servant donc la naturalisation des valeurs qui en déterminent l'évaluation.

Reste à examiner si ces modèles normatifs qui se pensent comme les seuls possibles, cette culture au statut de nature, sont le propre de la pensée commune, ou si cette dernière partage avec la connaissance scientifique (y compris celle de cette même pensée commune) quelques présupposés épistémiques sans lesquels l'EID relèverait purement et simplement de l'idéologie.

III. Déterminismes et création

A. L'objectivisme

Connaissance commune et connaissance scientifique reposent toutes deux sur l'objectivisme, pour lequel connaître, c'est connaître ce que sont les choses (ce qui suppose une ontologie implicite). L'objectivisme se caractérise par le déni du fait que connaître suppose une activité cognitive, soit la construction qu'opère le sujet connaissant – et ce, *a priori* paradoxalement, à l'heure de l'expansion des dites sciences cognitives – parmi

à partir du constat que « la connaissance ne saurait être conçue comme prédéterminée ni dans les structures internes du sujet, puisqu'elles résultent d'une construction effective et continue, ni dans les caractères préexistants de l'objet, puisqu'ils ne sont connus que grâce à la médiation nécessaire de ces structures (...) » (1970 :5).

lesquelles l'éthologie cognitive n'est (encore ?) que très marginale (voir Grison 1998). L'impossibilité de percevoir le cadre dans lequel opère la pensée n'est d'ailleurs pas sans rapport avec l'automatisation du traitement de l'information relevé initialement (Yzerbit *op.cit.* : 187) : « Une des caractéristiques majeures du traitement automatique de l'information est que l'individu en accueille les produits comme un reflet objectif de son environnement ».

Le statut conféré aux « lois de la nature » illustre cet objectivisme. Ainsi, l'intangibilité des lois physiques et biologiques est actuellement démentie par le pouvoir technologique acquis par l'homme, au point que la connaissance de la « nature » ne se définit plus indépendamment des actions potentielles visant à modifier l'« ordre naturel ». Dans la « technoscience » : science et technique se légitiment mutuellement, voire se confondent (phénomène récent dans l'histoire, d'après Mandosio *op.cit.* : 124). Mais les conséquences de l'activité technologique, ce que ce type de connaissance produit comme changement dans l'ordre naturel, sont pensés comme données de nature. En d'autres termes, la technologie est devenue l'inéluctable destin de l'humanité, tandis que les lois physiques à partir desquelles elle opère sont devenues, quant à elles, relatives. Et les modifications de l'environnement physique que génère l'activité humaine appellent plutôt, dans le contexte actuel, une réponse en termes d'adaptation (« biologique ») de l'homme. L'enjeu majeur de la recherche sur le génome humain, secteur actuellement le plus crédible et le plus crédité de la biologie, est peut-être là – permettre, par exemple, une sélection génétique des travailleurs en vue d'identifier les personnes à risque » et notamment sensibles à certains polluants industriels, comme l'envisage l'Institut National de Recherche et de Sécurité (en partenariat avec l'INSERM (7) [7. Information du *Monde Diplomatique*, Avril 1999, p.23]

En d'autres termes, ce qui est pensé comme « donnée de nature », ce sont les résultats de l'activité humaine, plutôt que les données du monde physique en tant que tel. C'est donc plus

précisément un « objectivisme social » qui caractérise le cadre de pensée actuel ; et les lois que l'on ne cherche pas à modifier sont celles qui régissent l'ordre humain. La non remise en cause de l'environnement social, permettant d'en masquer l'arbitraire, est d'ailleurs socialement désirable : c'est la norme d'allégeance, définie par Gangloff (voir notamment 1997 ; 2000 :132sq.) à partir d'une analyse critique de la norme d'internalité.

L'interprétation libérale du darwinisme (qui se traduit dans le langage courant par l'usage inflationniste du terme « adaptation »), visant la justification des inégalités sociales par la sélection naturelle, témoigne de cet objectivisme social. Cette interprétation est pourtant incompatible avec les thèses que Darwin exposait dans *La filiation de l'homme* (selon lesquelles la sélection « naturelle » appliquée à l'organisation sociale est en fait une sélection [passage revu, fichier fac]artificielle conduisant à la barbarie, la sélection au sein de l'espèce humaine étant une sélection « inversée »), et qu'il a cru bon de rappeler en 1887 : «

Les faits humains comme donnée de nature. En particulier : l'économie, qui n'est pas conçue, que l'on ne se représente pas comme « science de l'homme » - que sont les « lois du marché » ? le chômage, la précarité, l'exclusion, la croissance, etc... comme faits de nature (Et l'actionnaire écoute les cours de la bourse comme l'agriculteur écoute la météo.) C'est en cela que l'objectivisme actuel est spécifique, caractéristique de l'idéologie dominante – car l'objectivisme en général : ne caractérise peut-être pas tant une épistémê donnée, que toute hégémonie – il est ce qui permet à une idéologie de se présenter oomme « naturelle », donc de prétendre à l'universalité. Pour le dire autrement : Castoriadis (*La montée de l'insignifiance* p.99) « L'histoire humaine est création ; ce qui veut dire que l'institution de la sté est toujours auto-institution, mais auto-institution qui ne se sait pas comme telle et ne veut pas se savoir comme telle. »

III.2. L'empirisme expérimental

Connaissance scientifique : le statut de l'expérimentation aujourd'hui : relève de l'empirisme pur ; faiblesse des conceptualisations ; valider une hypothèse = produire une preuve empirique (la preuve par le fait = idem dans connaissance commune) ; la preuve rationnelle n'a plus aucune valeur. (Par ex. : l'usage des tests de signification en psychologie) (ou encore : notamment dans la tradition scientifique anglo-saxonne – ou dans certaines branches de la psycho, en particulier psycho différentielle, « scientifique » est quasi assimilé à « empirique », et s'oppose à « spéculatif ») La signification même de « rationnel » a considérablement glissé : rationnel = raisonnable = réaliste = conforme aux prétendues lois de la nature. A-théorisme, qui s'est substitué aux fondements rationnels de la connaissance. Cet a-théorisme rapproche science et sens commun – la psycho s'apparente plus souvent à la pensée commune que la philo, par ex.

Illustration : les manuels de méthodologie de la recherche. Par ex. Delhomme et Meyer (1997) : (p.10) La recherche scientifique... se base sur des postulats : a) les phénomènes naturels existent indépendamment de la perception que nous en avons, b) l'observation systématique de la réalité permet de trouver des invariants... et d'inférer des lois générales qui sont les causes des phénomènes naturels » - objectivisme, et fondements = empiriques (invariants issus de l'observation, et lois générales : inférées.) La recherche s'effectue sans doute de cette manière, mais dans ce cas, ne plus parler de méthode hypothético-déductive ; par ailleurs, def de ce qu'est une théorie : « ... Elle est formulée sous forme générale et abstraite. Elle *décrit* des processus relatifs à un ensemble de données observables et *prédit* le résultat d'observations nouvelles » : question du rapport entre formulation abstraite et description des observables = ? ? ? Et globalement, les manuels de méthodo font l'impasse sur l'opérationnalisation – passage d'un concept défini *a priori* à la description des observables qui sont censés en rendre compte.

[Illustration de l'athéorisme : par ex., effet de « 'humeur » sur la sociabilité et la cognition : non conceptualisation de l' « humeur », concept commun ; recherches s'appuyant sur une représentation commune de ce qu'est un état positif ou négatif. Rimé, in Leyens & Beauvois 1997, p.125 : - parce qu'on arrive à provoquer expérimentalement la « bonne » ou la « mauvaise » humeur, on croit savoir de quoi l'on parle ; induction d'une humeur positive : gens plus optimistes, plus sociables, manifestent de l'altruisme (comportements d'aide) – mais aussi : plus influençables, traitement superficiel de l'info / humeur négative : plus pessimistes, plus critiques... Ressemble à de la psycho commune. – ça n'est pas l'expérimentalisme qui garantit la produc d'un savoir scientifique. La science ne peut être « idéologiquement conforme » que par hasard ; bannir l'usage de concepts communs, en premier lieu, pour s'extraire du cadre de la pensée commune.

Cet « empirisme expérimental » dominant permet d'ailleurs de mieux comprendre, par ex., comment co-existent dans la pensée commune, scientisme et penchant pour l'irrationnel, l'ésotérique, etc... [Cf. Matalon p.10 : méconnaissance de la méthodo ?] La connaissance scientifique aujourd'hui : ce qui tient lieu de pensée mythique (voir Lévi-Strauss, avant-propos de Histoire de Lynx). Pensée magique médiévale, fonctionnement analogique, présupposant un ordre suprême, un état du monde hors de toute histoire – épistémê aujourd'hui : le miroir inversé de l'ontologie médiévale. Loi des 3 états de Comte : je ne sais pas si nous sommes toujours dans l'état positif, mais je suis certaine que nous ne sommes pas dans la maturité de l'humanité ; peut-être 4^o état : la vieillesse, le retour en enfance (pensée magique, toute-puissance mais qui n'est plus aux mains d'un Dieu) – et son inéluctable issue.]

III.3. Une science de la création humaine

[fin du passage revu fichier fac]

La psychologie objectiviste affirmait, au début de ce siècle, le caractère épiphénoméniste de la conscience : la conscience n'a pas d' « efficacité », pour reprendre les termes de Piéron (1908), dans un texte qui posé, 5 ans avant Watson, les fondements du béhaviorisme. C'est maintenant chose suffisamment admise pour qu'il n'y ait plus lieu d'en parler, même si la psychologie contemporaine a en principe pris ses distances d'avec le béhaviorisme (en principe car la prise en compte d'un espace cognitif ne garantit pas une distance effective d'avec le cadre béhavioriste). L'étude des déterminismes psycho-sociaux reste quant à elle explicitement béhavioriste, ce en quoi elle se pose comme contraire au sens commun, lequel, à l'ère libérale, croit en l'individu autodéterminé, sens commun relayé par certains psychologues : « A l'heure où les psychologues inventent des besoins d'autodétermination (...), à l'heure donc où ils participent avec enthousiasme à la construction de toute pièce d'un nouveau type humain : l'individu (supposé déterminé de façon interne), un certain nombre de théoriciens, dont nous sommes, insistent au contraire sur l'importance des déterminations externes de la conduite humaine » (Joule & Beauvois 1998 :194). Cette détermination externe de la conduite est suffisamment illustrée expérimentalement pour que l'on convienne qu'il en est bien ainsi – et qu'il ne peut pas en être autrement. Mais ce, dans certaines conditions initiales dont la nécessité n'est quant à elle pas interrogée - et c'est sur ce point que cette psychologie sociale déterministe repose sur le même socle objectiviste que le sens commun.

Faut-il admettre que ces conditions initiales sont analogues aux conditions physiques et biologiques ? Car ce qui nous détermine d'un point de vue psycho-social est *a priori* moins de l'ordre de la loi que ce qui nous détermine biologiquement ou physiquement ; « Les normes et les habitudes peuvent être violées, les lois de la nature pas (...) » (Matalon *op.cit.* :220). Pourtant, l'homme est désespérément conforme à ce que la psychologie déterministe nous dit qu'il est. Or, un être totalement déterminé de l'extérieur de lui-même n'est même plus un animal, c'est une machine. Le mécanisme certes n'est pas nouveau, et sa version matérialiste au XVIII^e siècle sonne peut-être parfois de manière contemporaine : « Les matérialistes ont beau prouver que l'homme n'est qu'une machine, le peuple n'en croira jamais rien » - il est bien sûr ignorant quant aux vraies causes qui le font agir (La Mettrie, 1746). Les choses ont pourtant changé, puisque nous sommes aujourd'hui capables de fabriquer une intelligence de synthèse ; ainsi « John McCarthy, l'inventeur de l'expression « intelligence artificielle », proclame que « l'on peut dire, même d'une machine aussi simple qu'un thermostat, qu'elle a des opinions ». Au philosophe John Searle, qui lui posa l'évidente question : « Quelles sont les opinions de votre thermostat ? », McCarthy répliqua : « Mon thermostat a trois opinions – il fait trop chaud, il fait trop froid, la température est correcte. » (Postman N., 1992, d'après Mandosio *op.cit.* :133).

La machine fournit probablement une modélisation correcte de l'homme. Mais s'il en est ainsi, alors il est urgent d'inventer une science de son dérèglement, centrée sur ce qui pourrait être, plutôt que limitée à ce qui est. « Une science générale de l'homme... est donc précisément cela : une recherche portant sur les conditions et les formes de la *création humaine*... Création : capacité de faire émerger ce qui n'est pas donné, ni dérivable (...) à partir du donné. » (Castoriadis 1996 :110).

Conclusion

Cette réflexion aura pu être lue comme une résurgence du vieux débat opposant scientisme et humanisme. Qu'il soit clair, cependant, que je ne postule pas chez l'homme une motivation première à l'autonomie ; je crois que l'accès à l'autonomie est la condition *sine qua non* de la pérennité de l'humanité (voir par exemple Castoriadis 1996 :102), ce qui est bien différent. Or, un tel projet peut difficilement faire l'impasse sur la connaissance des déterminismes psycho-sociaux, en particulier ceux qui participent de la soumission librement consentie. Les propos suivants de Todorov éclairciront les termes du débat : le scientisme, dit-il, est « le fait de fonder sur (la) connaissance une action de transformation de l'existant, au nom de valeurs dont on prétend qu'elles découlent automatiquement des faits. La forme menaçante du scientisme se trouve dans les totalitarismes... Mais il y a des formes moins monstrueuses du scientisme, omniprésentes aujourd'hui, qui consistent à voir l'être humain comme soumis à une implacable causalité sociale, économique ou biologique. Les humanistes se distinguent des scientifiques avant tout par l'affirmation de la liberté... ; ils s'en distinguent aussi par le refus de déduire les valeurs à partir de la connaissance. » (9) [9. Entretien avec Tzvetan Todorov, *Magazine littéraire* 371, dec. 1998, 98-103]. En effet déduire les valeurs morales, valeurs que nous avançons pour justifier nos actions, de la connaissance de ce qui est, revient à conférer *a posteriori*, une légitimité morale à ce qui avait au mieux une légitimité de fait ; c'est aussi, inévitablement, substituer le nécessaire au conjoncturel.

Faut-il alors se reconnaître dans cette génération perdue qu'évoquent Joule et Beauvois (1998 :206sq.), ces « intervenants croyant dur comme fer pouvoir mettre leur discipline, leur savoir et leurs méthodes, au service d'un idéal démocratique, voire d'un idéal autogestionnaire, dans les organisations » ? Suffit-il, pour évacuer la question, de qualifier cet idéal de « beau rêve », qui « n'a pas résisté aux années 60 » ? Et quelles conclusions est-il légitime de tirer de la note que les auteurs ont cru devoir ajouter en bas de page : « Le lecteur aura compris que ce rêve force notre respect. Ces psychosociologues-là, même s'ils ont sous-estimé les facteurs structurels de résistance au changement, s'attachaient à résoudre de vrais problèmes qu'on a appris par la suite à éviter. » ?

Car il serait temps de redonner place, dans nos disciplines, aux « vrais problèmes » - au premier rang desquels il me paraît raisonnable de considérer la question de l'évolution de l'humanité, comme le fait Mandosio (*op.cit.* :204) : « Ceux qui attendent que la société industrielle s'effondre autour d'eux risquent bien davantage d'avoir à subir leur propre effondrement, car cet effondrement, *qui est déjà presque achevé*, n'est pas celui du « système technicien », mais de la conscience humaine et des conditions objectives qui la rendent possible ». Les fondements d'une telle opinion méritent certes le débat ; mais l'on ne peut contester le fait qu'il n'y a plus, aujourd'hui, d'obstacles réels à cet « effondrement » - si ce n'est précisément la conscience humaine, sous réserve qu'on lui reconnaisse un pouvoir causal.

Références citées

- Beauvois J.-L. (1984). *La psychologie quotidienne*. Paris : PUF.
- Beauvois J.-L., Joule R.-V. (1981). *Soumission et Idéologies (psychosociologie de la rationalisation)*, Paris, PUF.
- Bellier-Michel S. (1997). Le savoir-être est-il une compétence ? Dans É. Brangier, N. Dubois & C. Tarquinio (Eds), *Compétences et contextes professionnels* (Actes du Colloque de Metz), 7-13.
- Bourdieu P. (1996). *Sur la télévision*. Paris : Raisons d’agir éditions.
- Camus J.-F. (1996). *La psychologie cognitive de l’attention*. Paris : Armand Colin.
- Camus O. (1997). Auto-description et « employabilité » : des compétences techniques aux contraintes sociales. Dans É. Brangier, N. Dubois & C. Tarquinio (Eds), *Compétences et contextes professionnels* (Actes du Colloque de Metz), 124-130.
- Camus O. (1999a). Les interactions langagières. Dans J.P. PETARD (Ed.), *Psychologie sociale*. Paris : Bréal. 259-316.
- Camus O. (1999b). Reconnaissance du psychologue et fondements épistémiques de sa pratique dans le domaine de l’évaluation des personnes. *Pratiques Psychologiques*, 3, 55-65.
- Camus O. (2000a). Les résistances socio-cognitives de la « psychologie quotidienne ». Communication au 3^e Congrès International de Psychologie Sociale en Langue Française, Valencia, 21-23 septembre 2000. *Actes du Congrès* 205-208.
- Camus O. (2000b). Le cadre normatif du questionnement à visée évaluative : de la soumission à la négociation. Communication au 11^e Congrès International de Psychologie du Travail et des Organisations. Rouen, 28-31 août 2000. A paraître dans les *Actes du Congrès*.
- Camus O., Terrade S. (1999). L’évaluation personologique en recrutement : une analyse pragmatique. Communication au 4^e Colloque International de Psychologie Appliquée, Rennes, 17-19 juin 1999. *Actes du Colloque*, 61-65.
- Castoriadis C. (1975). *L’institution imaginaire de la société*. Paris : Seuil.
- Castoriadis C. (1997). *La montée de l’insignifiance (les carrefours du labyrinthe IV)*. Paris : Seuil.
- Chabrol C. (1994). *Discours du travail social et pragmatique*. Paris : PUF.
- Chabrol C., Camus-Malavergne O. (1994). Un discours politique en réception : mémorisation et compréhension, *Mots : écoutes, échos du politique*, 40, 7-24.
- Darwin C. (1887, ed. 1985). *Autobiographie*. Paris : Belin.
- Delhomme P., Meyer T. (1997). *Les projets de recherche en psychologie sociale*. Paris : Armand Colin.
- Dietrich A. (1997). La compétence en discours : essai de mise en perspective. Dans É. Brangier, N. Dubois & C. Tarquinio (Eds), *Compétences et contextes professionnels* (Actes du Colloque de Metz), 182-190.
- Doise W. (1982). *L’Explication en Psychologie Sociale*. Paris : PUF.
- Dorna A. (1998). *Fondements de la psychologie politique*. Paris : PUF.
- Dubois N. (1987). *La psychologie du contrôle*. Grenoble : PUG.
- Dubois N. (1994). *La norme d’internalité et le libéralisme*. Grenoble : PUG.
- Filloux J.-C., Maisonneuve J. (1991). *Anthologie des sciences de l’homme. 1. Des précurseurs aux fondateurs*. Paris : Dunod.
- Foucault M. (1966). *Les mots et les choses*. Paris : Gallimard.
- Gangloff B. (1997). Les implications théoriques d’un choix d’items : de la norme d’internalité à la norme d’allégeance. *Pratiques Psychologiques*, 2, 99-106.
- Gangloff B. (2000). *Profession recruteur, profession imposteur*. Paris : L’Harmattan.
- George S. (2000). *Le rapport Lugano*. Paris : Fayard.

- Ghiglione R. (1999). Introduction...brève. *Psychologie Française*, 44-1. 3-5.
- Ghiglione R. et A. (1986). *L'homme communiquant*. Paris : Armand Colin
- Jacob F. (1970). *La logique du vivant*. Paris : Gallimard.
- Joule R.-V., Beauvois J.-L. (1998). *La soumission librement consentie. (Comment amener les gens à faire librement ce qu'ils doivent faire)*. Paris : PUF.
- Kant E. (ed. 1954). *La raison pure ; textes choisis*. (texte établi par F. Khodoss). Paris : PUF.
- Kerbrat-Orecchioni C. (1986). *L'implicite*. Paris : Armand Colin.
- Lahlou S. (2000). Attracteurs cognitifs et travail de bureau. *Intellectica*, 30. 75-113.
- Mandosio J.-M. (2000). *Après l'effondrement. Essai sur l'utopie néotechnologique*. Paris : Editions de l'Encyclopédie des Nuisances.
- Matalon B. (1996). *La construction de la science. De l'épistémologie à la sociologie de la connaissance scientifique*. Lausanne : Delachaux et Niestlé.
- Milgram S. (1974). Obedience to Authority : An Experimental View. Harper & Row. Tr. fr. : Soumission à l'autorité. Paris : Calmann-Lévy.
- Mueller F.-L. (1960, 4^e ed. 1985). *Histoire de la Psychologie, T.1 : de l'Antiquité à Bergson*, Paris, Payot.
- Piaget J. (1970). *L'épistémologie génétique*. Paris : PUF.
- Piaget J. (1980). Qu'est-ce que la psychologie ?, *Bulletin de Psychologie*, 348. 7-20.
- Piéron H. (1908 ; ed. 1958). L'évolution du psychisme. *Bulletin de Psychologie*, 144. 369-371.
- Popper K.-R. (1959 ; 3^e ed. française 1982). *La Logique de la Découverte scientifique*. Paris : Payot.
- Ramonet I. (2000). *Propagandes silencieuses. Masses, télévision, cinéma*. Paris : Galilée.
- Rimé B. (1997). Emotion et cognition. Dans J.-P. Leyens & J.-L. Beauvois (eds), *L'ère de la cognition*. Grenoble : PUG. 107-125.
- Semprun J. (1997). *L'abîme se repeuple*. Paris : Editions de l'Encyclopédie des Nuisances.
- Yzerbit V. (1997). Automaticité et contrôle. Dans J.-P. Leyens & J.-L. Beauvois (eds), *L'ère de la cognition*. Grenoble : PUG. 173-189.